

Le pouvoir aux travailleurs

31 SEPT 1998

N° 58

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- NE PAS ETRE DUPES	2 - 4
- LA CAMPAGNE DE MEETINGS DU FRONT REPUBLICAIN ...	5 - 8
- LIBERALISATION DE LA FILIERE CAFE-CACAO : LES PRODUCTEURS LIVRES A UNE EXPLOITATION PLUS ACCRUE	8 - 10
- LE COLONEL ET LE FETICHEUR	11 - 12
- UN MINISTRE BRISEUR DE GREVE A GAGE	12 - 13
- DIBONAN : SATISFAIT DE SES POLICIERS RACKETTEURS	13 - 14
- PAIX A SES CENDRES	14
- LES BOZOS CHASSES PAR LE GOUVERNEMENT DE CRAPULES	14 - 15
- LE SYSTEME CAPITALISTE, UN SYSTEME BARBARE	15 - 16
- DES FONCTIONNAIRES PAYES AU RABAIS	16
- ENTRE RICHES, CA SE COMPREND	17
- NECESSITE D'UNE UNION DES TRAVAILLEURS FACE AUX ATTAQUES DES RICHES	17 - 18
- RDC : LE REGIME DICTATORIAL DE KABILA EST AUX ABOIS	18 - 19

NE PAS ETRE DUPES

Voilà donc le pays pourvu d'un nouveau gouvernement. Il n'y a certainement pas à s'en réjouir mais pas plus à s'en attrister: personne ne se rendra compte de la différence, sauf les nouveaux ministres eux-mêmes.

"Une équipe pour gagner" avait titré "Fraternité-Matin" du lendemain. Là-dessus au moins, on peut leur faire confiance : les ministres, les nouveaux comme les anciens, sauront s'y prendre pour gagner beaucoup d'argent. Pendant qu'on nous expliquait que l'Etat n'avait pas les moyens de payer les fonctionnaires subalternes jetés à la porte au début de l'année, il en a trouvé pour payer des ministres de plus. Mais à la différence des "déflatés" qui n'avaient que leur salaire pour vivre, les ministres complèteront leur salaire de bien d'autres manières: pots-de-vin, détournements, argent de la corruption, comme viennent de le rappeler quelques affaires récentes.

Etre ministre, un haut dignitaire de l'Etat ou un cacique de la politique est, dans ce pays, un des moyens de faire fortune. Et les sommets du PDCI qui depuis quarante ans monopolisent les meilleures positions politiques pour piller le pays, constituent une composante notable de la classe riche de ce pays.

Alors, il est naturel et il est légitime de souhaiter que ces gens-là finissent par être écartés de la mangeoire. Même là, ils ne seront pas à plaindre; l'argent qu'ils ont amassé a été déjà transformé en terre, en actions, en propriétés ou placé dans des banques européennes ou américaines. Et les enfants des hauts dignitaires du PDCI les plus riches et les plus malins, ont su s'éloigner des aléas de la politique et devenir banquiers, spéculateurs immobiliers ou gros bonnets de l'export-import.

Mais pour les travailleurs, pour les paysans, sur le dos de qui ces gens-là se sont enrichis, il serait illusoire d'espérer qu'il suffit de remplacer l'équipe des voleurs d'aujourd'hui par une autre. La nouvelle équipe se révélera inévitablement être celle des voleurs de demain. Même si cette équipe est celle qui constitue aujourd'hui l'opposition.

Cela ne tient pas seulement aux hommes. Encore qu'on a vu avec quelle facilité un Wodié, hier un des chefs de l'opposition en qualité de secrétaire général du PIT -ce parti qui a le cynisme de s'intituler celui des travailleurs- est devenu ministre de Bédié. Et puis, combien d'autres chefs de l'opposition, ont été des hauts dignitaires ou des ministres sous

Houphouët?

Mais même les autres! Gbagbo et ses paires du FPI ont beau promettre la fin des détournements et de la prévarication, en faisant cette promesse, ils sont au mieux, naïfs, mais en réalité, ils mentent, sciemment.

Car leur pouvoir, s'ils y parviennent un jour reposerait, comme celui de leur prédécesseur, sur le même appareil d'Etat qu'aujourd'hui, la même police, la même armée, les mêmes hauts fonctionnaires. Les chefs de l'opposition n'en veulent pas d'autres. Un appareil d'Etat coupé de la population, opposé à elle, par la nature même de sa fonction. Car la fonction primordiale de cet Etat, celle qu'on appelle le "maintien de l'ordre", consiste à tenir tranquille cette majorité de la population qui peine pour vivre quand elle ne crève pas de misère.

Même cette minorité de la classe ouvrière qui a la "chance" d'avoir du travail régulier, c'est-à-dire, le droit de se faire exploiter dans les entreprises ou les chantiers, doit vivre et faire vivre sa famille avec 50.000 ou 100.000 francs par mois. Mais ils sont tous sous la menace permanente d'un accident, d'une maladie, ou simplement de l'âge ou d'un licenciement qui les prive même de cette ressource. Et puis il y a celles et ceux, la majorité des masses laborieuses qui ne disposent même pas d'un travail et d'un salaire, fût-il misérable et qui doivent survivre au jour le jour. Et dans les campagnes, combien sont ceux pour qui même une vie d'ouvrier apparaît enviable?

Est-ce parce que le pays est encore pauvre, mais que si la génération présente travaille beaucoup, cela ira mieux pour nos enfants ou pour les enfants de nos enfants?

On sait que ce n'est pas vrai. Quel ouvrier d'usine ou de plantation s'est-il enrichi en travaillant beaucoup?

Mais en revanche, malgré la pauvreté du pays, la Côte d'Ivoire est un Eldorado pour quelques-uns qui ont fait fortune. Et ceux qui se sont le plus enrichis ne sont même pas les ministres, mais ces hommes d'affaires, ivoiriens ou étrangers, qui encaissent les profits des entreprises, des banques, du négoce; ces capitalistes que tout enrichit, et en premier lieu, la pauvreté de la majorité de la population, contrainte à accepter les bas salaires, ou la basse rémunération du travail de la terre.

Ce sont ces gens-là qui ont le pouvoir économique et social, les moyens d'acheter les hommes politiques, les hauts fonctionnaires, les ministres, pour obtenir les commandes et les faveurs de l'Etat et par là-même, s'enrichir encore plus.

Le travail n'enrichit pas les travailleurs, il ne fait que rendre leurs propres exploiters toujours plus puissants. C'est

comme si les travailleurs forgeaient leurs propres chaînes.

On ne peut rien changer dans ce pays, sans briser ce mécanisme infernal fait pour enrichir toujours plus ceux qui sont riches, en appauvrissant toujours plus ceux dont le travail, dans l'industrie, dans le commerce, dans le transport, fait pourtant fonctionner toute la société. On ne peut même pas limiter la corruption: tant qu'il y a des corrupteurs, il y aura des corrompus. Tant que l'argent est le seul moyen d'ascension sociale, ceux qui en ont beaucoup auront toujours les moyens d'acheter jusqu'aux sommets du pouvoir. Et dans les conditions d'un pays pauvre comme la Côte d'Ivoire où les serviteurs de base de l'appareil d'Etat, les militaires du rang, les policiers, les détenteurs subalternes de l'autorité sont eux-mêmes mal payés, ils continueront à racketter la population.

Les grands mots sur "l'ivoirité", "l'intérêt de la nation", "le bonheur pour tous", "alternance démocratique", brandis par les politiciens au pouvoir ou ceux de l'opposition ne servent qu'à dissimuler ce fait.

Alors, au moins, les travailleurs ne doivent pas être dupes. Il n'y a aucun moyen d'améliorer ce mécanisme social: il faut le changer de fond en comble. Il faut enlever aux capitalistes, aux riches, leur pouvoir économique. Il faut mettre les usines sous la direction des ouvriers, les terres, sous celle des paysans pauvres et des ouvriers agricoles. Il faut que ce soit les masses laborieuses qui dirigent le pays et organisent l'économie avec la préoccupation d'utiliser les ressources et les moyens de production à satisfaire correctement les besoins de tous, au lieu de s'en servir seulement pour enrichir quelques-uns.

Le pays n'est certes pas riche et il y a des choses qui ne peuvent pas être changées radicalement dans le cadre de la seule Côte d'Ivoire. L'économie est aujourd'hui mondiale et c'est à cette échelle seulement que la classe ouvrière pourra mettre définitivement un terme au capitalisme et à ses injustices. Mais rien que ce qui existe, ici, en Côte d'Ivoire, utilisé et réparti autrement, suffirait déjà pour assurer à tous une vie matérielle acceptable, la nourriture, les logements, les soins et l'éducation.

Changer radicalement l'économie et la société, c'est possible -contrairement à ce que prêchent ceux qui ont intérêt à perpétuer les inégalités et les injustices car ils en profitent. C'est possible -contrairement à ce que dictent aux exploités eux-mêmes la voix de la résignation ou la voix de la peur. Les travailleurs et les paysans pauvres constituent la majorité de ce pays. Ils en constituent aussi, la force vive. Ce qui leur manque, c'est la conscience et l'organisation. Alors, il n'y a pas aujourd'hui de tâche plus nécessaire et plus noble que de contribuer à la prise de conscience et de participer à l'organisation.

LA CAMPAGNE DE MEETINGS DU FRONT REPUBLICAIN

Les dirigeants du Front Républicain, la coalition réunissant le FPI de Gbagbo et le RDR d'Alassane Ouattara, sillonnent le pays et multiplient les réunions publiques pour préparer un meeting central suivi d'une marche à Abidjan, prévue pour le 7 septembre. Cela doit être le point de départ d'une campagne de manifestations à travers la province, échelonnée sur plusieurs mois et se concluant par un nouveau rassemblement à Abidjan au mois de décembre.

L'objectif affiché de cette campagne est de faire reculer le pouvoir sur son projet de réforme constitutionnelle, ainsi que sur certains aspects de la réforme de 1995. La nouvelle réforme consisterait notamment en ceci qu'un tiers des conseillers ruraux, un tiers des présidents des dits conseils, un tiers des sénateurs du futur Sénat, seraient désormais nommés par le président de la République. Le mandat de ce dernier serait prolongé de 5 à 7 ans. Et surtout, le président de la République serait désormais autorisé à ne pas organiser les élections, ou à ne pas en proclamer les résultats et à demeurer en fonction en cas de "troubles graves".

La "démocratie à l'ivoirienne" n'est déjà qu'une caricature de démocratie, même par rapport à son modèle français. Les déclarations récentes du ministre de la Sécurité, Marcel Dibonan, affirmant qu'il est prêt à

"nettoyer les rues" au cas où celles-ci seraient "salies" par des manifestations et des rassemblements, illustrent à quel point les libertés démocratiques ne sont qu'une triste plaisanterie, et que la "démocratie" à l'ivoirienne s'accommode de l'arbitraire, des arrestations illégales, des bastonnades. Et il n'est guère besoin d'épiloguer sur ce que libertés ou démocratie signifient dans les quartiers populaires, où les policiers s'arrogent le droit de faire ce qu'ils veulent, rançonner, tabasser, voire assassiner.

Les modifications de la constitution visent surtout à renforcer, sur le plan constitutionnel et juridique, le pouvoir de Bédié. Ce n'est pas nécessairement l'expression du renforcement de son pouvoir réel. Il est vraisemblable que ce soit l'inverse. Houphouët n'avait pas besoin de tripatouiller la constitution pour assurer sa domination sur les institutions. Bédié n'a pas la même autorité. Les modifications constitutionnelles que vient de voter une Assemblée à sa botte, sont destinées à lui assurer, par la grâce de la loi ce que ne lui assure pas nécessairement le rapport des forces: la mainmise sur le futur Sénat - dont la création est destinée à contrebalancer l'Assemblée dans l'éventualité d'un changement de majorité - et un contrôle plus grand sur les communes rurales.

Le Front Républicain a

évidemment des raisons symétriques de s'opposer à la réforme constitutionnelle. En premier lieu, parce qu'elle donne à Bédié les mains plus libres pour mettre en cause une éventuelle victoire de l'opposition dans l'élection présidentielle ou dans les élections législatives à venir. Cette "alternance" qui nourrit les espoirs des chefs du Front Républicain s'en trouve sérieusement compromise, même si le Front Républicain progresse sur le plan électoral. L'histoire toute fraîche du parlementarisme caricatural en Afrique fourmille d'exemples des résultats électoraux contestés et où, les incertitudes provoquées sont en règle générale tranchées en faveur de celui qui détient le pouvoir effectif.

Mais ce n'est pas seulement au niveau des institutions nationales que la "réforme constitutionnelle" représenterait un handicap supplémentaire pour le Front Républicain et plus particulièrement pour le FPI. Les municipalités, ne sont pas seulement des points d'appui en vue des élections nationales. Ce sont, aussi, des leviers du pouvoir politique et des mangeoires pour les notables.

La désignation par Bédié du tiers de chaque conseil municipal -voire directement d'un tiers des maires- est évidemment destinée à consolider le socle local du pouvoir PDCI, en liant à ce parti les notables locaux qui, devant l'usure du pouvoir, auraient tendance à prendre le large et à loucher vers l'opposition.

C'est évidemment une touche anti-démocratique de plus dans un régime fondamentalement anti-

démocratique. L'indignation de Gbagbo sonne cependant faux lorsqu'il s'est écrié lors de son meeting d'Alépé qu'"un maire est là pour faire ce que veut la population et non ce que veut le pouvoir". Comme si les maires représentaient aujourd'hui réellement la population et sa volonté. Les réactions indignées des chefs du Front Républicain ont surtout de solides raisons matérielles. La réforme, si elle entrait en application, sonnerait le glas des espoirs municipaux de l'opposition.

Où sont les intérêts politiques des travailleurs et des masses pauvres dans cette affaire? Evidemment pas du côté du pouvoir et de cette réforme constitutionnelle, concoctée pour perpétuer la mainmise sur le pays des caciques du PDCI qui oppriment et pillent le pays depuis près de quatre décennies. Ils ne sont pas cependant, non plus, du côté de ce Front Républicain, dont au moins une des composantes a été pendant longtemps associée au pouvoir PDCI et à toutes ses turpitudes. Si ces gens accédaient au pouvoir, dans le cadre de l'alternance, ils ne feraient rien de mieux pour les exploités, ni même pour la démocratie.

Mais, pourrait-on se demander, s'agissant d'une cause comme la démocratie, les travailleurs et les pauvres n'auraient-ils pas intérêt à soutenir les initiatives du Front Républicain et faire de la campagne de ce dernier un succès? Mais Ouattara et Gbagbo combattent-ils vraiment pour un élargissement des libertés et des droits démocratiques? Quand bien même ils le prétendraient que les travailleurs auraient bien des raisons d'en douter, sachant qu'Ouattara a tout de

même été le premier ministre de Houphouët Boigny dont le régime n'avait rien à envier à celui de Bédié.

Mais ils ne le prétendent même pas vraiment. Oh, ce n'est pas qu'ils ne se posent pas en défenseurs de la démocratie! Gbagbo multiplie les envolées lyriques, rappelant que "partout où il y a la démocratie, c'est parce que des hommes et des femmes ont accepté de lutter" et réclamant "sueur et sang" pour construire le pays. Les rédacteurs du quotidien "Notre Voie", organe semi-officieux du FPI brodent même sur un thème que Gbagbo ne veut surtout pas aborder et où il veut encore moins s'engager en affirmant ("Notre Voie" du 24 août 1998) : *"Les manifestations de rue annoncées poursuivent un triple objectif: politique, social et moral, à savoir lutter à la fois contre la monarchisation du pouvoir, la cherté de la vie et l'insécurité des citoyens, enfin contre tous les détournements et la gabegie qui ont cours dans les services et le sommet de l'Etat"*.

Mais après ces promesses alléchantes, le journaliste, comme effrayé par ce que ses paroles pourraient représenter comme engagement, modère aussitôt ses propos, en se réfugiant derrière une citation de Sangaré Abou Drahmane (n° 2 du FPI): *"Mais si les questions constitutionnelles prennent le pas sur les autres problèmes dans nos revendications, c'est parce que c'est par la démocratisation véritable de la Côte d'Ivoire que toutes les autres questions trouveront leur réponse"*.

Exit donc la lutte contre la vie chère. Exit, aussi, la lutte contre l'insécurité -car

cela signifierait, entre autres, lutter contre...la police elle-même et ses pratiques. Exit, enfin, la lutte contre les gabegies et les détournements. Reste donc la "démocratisation véritable". Oh, que cela sonne bien! Mais qu'y a-t-il de concret derrière cette expression ronflante? Quels sont les objectifs que les chefs du Front Republicain fixent à la mobilisation? Et quelle mobilisation?

Eh! bien, l'objectif c'est simplement repousser les lois proposées par Bédié... au nom de l'état actuel des choses! Voilà donc la "démocratisation véritable": défendre la situation actuelle. Pas le moindre objectif concret en matière de libertés démocratiques. Pas la moindre proposition concrète par exemple pour empêcher de nuire la police ou les voyous embrigadés par le pouvoir ou les municipalités. Pas la moindre proposition pour permettre à la population de réellement contrôler ceux qui prétendent diriger en son nom, pour pouvoir empêcher les détournements et la gabegie.

Le Front Republicain se contente de demander à la population de le soutenir. Et le soutenir comment? Simplement en remplissant les meetings de Gbagbo et d'Alassane Ouattara (représenté par son lieutenant Djéni Kobina) et en votant pour eux à la première occasion. *"Notre bataille, c'est le vote et nos armes, ce sont les cartes d'identité nationale"*, martela Gbagbo devant les militants du Front Republicain au début de sa campagne. Comme s'il suffisait, pour un travailleur, de brandir sa carte d'identité face au policier qui le rackette, face au logeur qui le vole, face au patron qui l'exploite. Mais en

revanche, parler de "carte d'identité nationale" n'est pas innocent de la part de Gbagbo. C'est de la démagogie contre les travailleurs non-ivoiriens.

L'idée de la campagne de manifestation elle-même semble être, aux yeux de ceux-là mêmes qui en ont fait la proposition, tellement radicale, tellement risquée, qu'effrayés par leur propre audace, ils voulaient rassurer, par avance, tous ceux qui auraient pu craindre que Gbagbo et Alassane Ouattara soient subitement devenus de dangereux agitateurs populaires. C'est ainsi que "Notre Voie" du 24 août relate qu'"avant même d'entamer ces manifestations", le FPI a "entrepris des rencontres d'explication avec les ambassades accréditées auprès de la Côte d'Ivoire" ainsi que "la société civile, les organisations démocratiques, les syndicats et les groupes religieux".

Oh, qu'ils sont courageux, ces combattants de la démocratie! Rien ne garantit même que devant la première admonestation violente du pouvoir, devant les premières menaces d'arrestation, ils ne reculeront pas lamentablement.

Cela leur est déjà arrivé.

Alors, oui, la population pauvre est intéressée au premier chef aux libertés et aux droits démocratiques. Les travailleurs, les petites gens sont les premières victimes de l'oppression et de multiples arbitrages. Mais ce combat ne pourra pas être mené sous la direction de Ouattara et de Gbagbo, sur des objectifs fixés par ces gens qui voudraient bien remplacer les caciques du PDCI, mais qui ont une sainte horreur du désordre, c'est-à-dire, surtout, des masses pauvres. Ce combat ne pourra pas être mené dans le cadre et avec les limites imposées par eux.

Il ne pourra pas y avoir de véritable démocratisation dans ce pays, sans le contrôle effectif des rouages du pouvoir par la population, sans l'élection et la révocabilité de tous ceux qui ont des responsabilités, sans la dissolution de la police et de l'armée et leur remplacement par la population armée. On n'en est pas là aujourd'hui? Peut-être. Mais c'est de ce côté-ci qu'il y a une perspective pour les masses pauvres, et pas du côté de Gbagbo et d' Ouattara.

**LIBERALISATION DE LA FILIERE CAFE-CACAO :
LES PRODUCTEURS LIVRES A UNE EXPLOITATION PLUS ACCRUE**

La prochaine campagne de commercialisation du café prévue pour décembre prochain aura ceci de nouveau qu'il n'y aura plus de prix minimum garanti fixé par l'Etat, comme par le passé. C'est la fameuse libéralisation des prix du café et du cacao

imposée par le FMI et la Banque mondiale. En attendant celle du cacao prévue pour l'année prochaine, celle du prix du café entrera en application dès cette année.

Pendant longtemps, le

monopole de la commercialisation du café et du cacao était entre les mains de l'Etat par le biais de la Caistab (Caisse de Stabilisation). La différence entre le prix du café acheté au producteur et celui du cours mondial allait à la Caistab. Ainsi, rien que pour le cacao par exemple, la Caistab a encaissé 70 milliards de francs CFA en 1997. C'est dire que pendant les années précédant la crise, où le cours mondial était de loin plus élevé, la Caistab détournait, au détriment des paysans, des sommes autrement plus colossales.

Cette caisse dite de stabilisation ne représentait en rien les intérêts des petits paysans. Bien au contraire, elle constituait une sorte de grenier commun destiné à nourrir les parasites de l'Etat. En effet, la Caistab, toujours bien garnie, servait non seulement à financer le PDCI, mais aussi à alimenter à des degrés divers les comptes en banque des dignitaires de ce parti.

La Caistab était donc une sorte de caisse noire du parti au pouvoir. C'est pourquoi le gouvernement s'y accrochait désespérément pendant des années de discussions avec le FMI et la Banque mondiale avant de finir par céder l'année dernière aux injonctions de ces deux organismes financiers internationaux.

Même si l'existence de la Caistab n'a jamais permis aux producteurs du café et du cacao d'avoir une bonne rémunération - qui aurait pu leur permettre de vivre un peu correctement de leur travail et peut-être de mieux faire face à la crise actuelle grâce aux économies réalisées pendant la période des vaches grasses - la

libéralisation des prix de ces deux produits risque de mettre les petits planteurs dans une situation infiniment pire.

Car les prix du café et du cacao seront désormais imposés aux producteurs par des intermédiaires qui vont acheter ces produits pour les vendre sur le marché mondial. Ces acheteurs, sont bien souvent des sociétés commerciales telles que CAPAGRI S.A. qui dit qu'elle "*s'organise pour devenir le leader de la collecte café-cacao bord champ en Côte d'Ivoire*" et qui achète à tour de bras "*des entrepôts, des magasins et des camions*". Cette société achète aussi des pages entières dans des journaux pour lancer des annonces de recrutement de "*plus de 400 acheteurs café-cacao bord champ*".

Voilà le genre d'intermédiaires auxquels les producteurs auront à faire face. Des sociétés comme CAPAGRI, même s'il en existe plusieurs, peuvent facilement s'entendre et constituer un cercle de loups à l'intérieur duquel elles imposeront aux producteurs le prix qu'elles veulent. De tels monopoles existent par exemple au niveau de la chaîne des sociétés de distribution qui appartiennent aux mêmes propriétaires.

Face à cette nouvelle situation, créée par la libéralisation de la filière café-cacao, une partie des producteurs tente de s'organiser en créant des coopératives pour mieux se défendre. C'est par exemple le cas du "*Conseil d'administration de la coopérative ivoirienne des producteurs agricoles*" (CIPRAG). Mais selon un journal de la place, cette coopérative compte "*regrouper en son sein tous les*

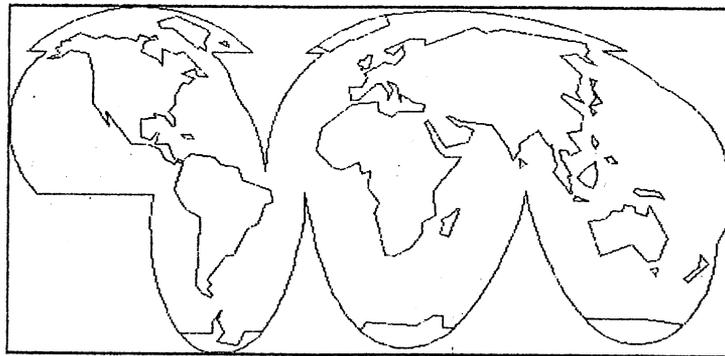
producteurs individuels ayant au moins un quart d'hectare de café ou de cacao". Elle exclut donc ceux qui ont moins d'un quart d'hectare.

De nombreux paysans risquent donc de se retrouver seuls face à des sociétés gigantesques qui vont les écraser. Mais même ceux qui arriveront à s'organiser en coopératives, il n'est pas dit qu'ils pourront créer un rapport de forces capable de leur permettre de limiter les dégâts en empêchant un prix bas imposé de façon unilatérale par les sociétés commerciales. Il n'est même pas dit qu'ils pourront contrôler la direction de leur propre coopérative. Les trusts capitalistes qui achèteront aux coopératives pour commercialiser sur le marché mondial, ont de solides moyens de corruption.

Mais si les producteurs risquent d'être impitoyablement exploités par des sociétés commerciales, un retour éventuel à l'ancien système de la CAISTAB n'est pas mieux non plus. Les producteurs ne peuvent vraiment vivre des fruits de leur travail que si c'est eux qui contrôlent directement les prix de leurs produits.

Mais cela ne peut pas se faire dans le cadre de la société d'exploitation actuelle à laquelle sont confrontés tous les travailleurs, ceux des campagnes comme ceux des villes. Les travailleurs des villes, s'ils arrivent à s'organiser et à se constituer en une force politique, devront s'adresser aux petits paysans, car ces derniers sont potentiellement leurs alliés, tant leurs ennemis sont les mêmes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LE COLONEL ET LE FETICHEUR

"Mort tragique du colonel Gbah Pascal" -avait titré Fraternité-Matin du mercredi 26 août 1998.

L'officier supérieur -bon père, bon mari, honorablement connu dans son quartier, précise le journal -n'est pas mort sur le champ d'honneur. Cela arrive rarement aux officiers ivoiriens. Non, le fringant colonel est mort d'avoir essayé l'efficacité d'une ceinture anti-balles, confectionnée par un féticheur de ses amis, censée assurer l'invulnérabilité aux armes à feu.

C'est le fils du féticheur qui a voulu démontrer au client l'étendue de l'art de son père. Il a fait feu à bout portant sur le colonel, consentant. Démonstration concluante: le colonel s'est effondré, mort sur-le-champ.

On pourrait en rire, car à ce degré de stupidité, il n'y a que ça à faire. Mais le colonel, par ailleurs possesseur satisfait depuis plusieurs années d'un boubou magique, à lui fabriqué par le même féticheur pour le protéger contre les maléfices, n'était pas seulement une brute galonnée. A son grade de colonel s'ajoutait un diplôme d'ingénieur électronicien. Un membre de "l'élite intellectuelle", en somme. Tout comme doit se considérer comme

faisant partie de cette élite le rédacteur de cet article du quotidien "Le Jour" qui décrit avec le plus grand sérieux comment un chef de village a mangé le corps d'une de ses administrées défuntes, après l'avoir transformée en biche. Le rédacteur en chef -l'élite encore- a laissé passer l'article, à moins qu'il l'ait commandité. Comme le fort périodiquement d'autres rédacteurs en chef, dans d'autres journaux, en rapportant comme des vérités établies, des stupidités inouïes.

Elites, ces gens-là qui ont pourtant fait de longues et coûteuses études? Elites, ces magistrats qui prennent au sérieux des plaintes en sorcellerie, jugent et condamnent? Elites, ces professeurs de lycée ou de faculté qui croient en la capacité d'un cadavre de témoigner contre l'assassin par le port d'un cercueil? Elites, ces prétendus intellectuels qui reprennent à leur compte, cautionnent et propagent des comportements et des préjugés dont les origines remontent à la nuit des temps, aux âges primitifs de l'humanité?

Il est vrai que s'entourer de gris-gris n'est pas plus stupide que croire à la résurrection d'un Messie ou aux "miracles" divers des grandes religions consacrées. Mais pas

L E U R S O C I E T E

moins stupide non plus.

Alors, si l'on a de quoi rire de la fin tragi-comique du colonel, on rit jaune. Et on se dit que la société du XX^{ème} siècle finissant a beau être celle de la maîtrise de l'atome, de la conquête de l'espace ou du

génie génétique, elle n'est pas sortie de la barbarie. Et on est renforcé dans l'espoir que le XXI. ème siècle sera celui où l'humanité saura se débarrasser enfin de l'exploitation, de la société de classe, et par là-même, de toute la misère matérielle, mais aussi, morale et culturelle que cela engendre.

UN MINISTRE BRISEUR DE GREVE A GAGE

"Le ministre Atsain Achi a bel et bien reçu 40 millions de FCFA pour licencier 392 travailleurs de la Compagnie abidjanaise de réparation et construction navale (Carena), afin de ne pas reconnaître la classification de cette entreprise dans son vrai secteur d'activité" a déclaré le 21 août dernier, le secrétaire général de la centrale syndicale "Dignité" au cours d'une conférence de presse.

Il faut rappeler qu'en 1996, quand les travailleurs de Carena avaient déclenché une grève pour revendiquer une augmentation des salaires, le ministre de la Fonction publique avait dans un premier temps reconnu le bien fondé de leurs revendications et était favorable à une solution négociée. Mais quelques jours plus tard, contre toute attente, ledit ministre avait fait une volte-face incompréhensible au moment des faits.

Tous ceux qui suivaient

cette grève étaient un peu perplexes. Certains cherchaient une explication rationnelle et pensaient à un durcissement de ton du gouvernement pour que d'autres travailleurs ne soient pas tentés de suivre l'exemple de la grève de Carena.

Mais c'était mal connaître les dirigeants de ce pays et oublier à quel point ils sont irresponsables et vénaux. Il est vrai que la fonction de ministre qu'ils occupent et pour laquelle ils sont grassement payés, est de défendre les intérêts généraux des riches. Mais ils sont aussi prêts à se vendre à tel ou tel riche pris isolément. Même si les conséquences de leur cupidité sont dramatiques pour les pauvres, ils s'en moquent. Peu leur importe que des centaines de familles soient plongées dans la misère à la suite d'un licenciement collectif, du moment que cela permet de gonfler leur compte en banque.

Alors en échange d'une

L E U R S O C I E T E

enveloppe bien épaisse et alléchante, le ministre en question n'avait pas hésité à se transformer en un briseur de grève. Le patron de Carena l'avait payé pour accomplir cette tâche peu reluisante, comme il lui était déjà certainement arrivé de le faire avec des loubards dans d'autres circonstances.

Il faut relever en passant que ce patron avait prétendu

qu'il n'avait pas d'argent pour augmenter le salaire des travailleurs, mais il n'avait apparemment pas eu beaucoup de mal à réunir des dizaines de millions pour payer un casseur de grève à col blanc.

Quant à celui qui avait troqué sa veste de ministre contre celle d'un jaune, en agissant ainsi, au fond, il n'était pas sorti de son rôle de valet des riches.

DIBONAN : SATISFAIT DE SES POLICIERS RACKETTEURS

Au cours d'une déclaration publique faite à Bouaké le 21 août dernier, le ministre de la sécurité, Marcel Dibonan, a fait semblant d'être en colère contre sa police. Son numéro était digne d'un Charlot.

Il a brusquement découvert que les policiers sont des "tribalistes" et des "fumistes". Puis sur un ton qui se voulait menaçant, il a dit: "Je ne veux plus entendre parler de bavure", avant d'ajouter: "Arrêtez de racketter et mettez un terme aux tracasseries. Je vous mets en garde: quiconque se rendra coupable dorénavant d'actes déplacés sera immédiatement relevé de ses fonctions", et pour parachever la tâche, démissionner lui-même.

En tenant de tels propos, à qui Dibonan cherche-t-il à faire

croire qu'il est décidé à mettre de l'ordre dans son troupeau de brebis galeuses?

Si par extraordinaire il fallait mettre un jour ses prétendues menaces à exécution, c'est tous les policiers -de haut en bas- qu'il devrait, pour reprendre ses termes, "immédiatement relever de leurs fonctions".

Mais il n'y a aucune chance que ni lui, ni ses successeurs le fassent un jour. D'ailleurs pour rassurer tout son beau monde, il a tenu à lui faire comprendre que sa déclaration visait simplement à amuser la galerie. D'où cette autosatisfaction: "Notre bilan de des deux dernières années 1996-1997 est largement positif".

L E U R S O C I E T E

Oui, le bilan des "bavures", des rackets systématiques, des arrestations

arbitraires et des passages à tabac est bien évidemment "largement positif".

PAIX A SES CENDRES

Une sourde querelle oppose la famille du défunt roi de Bouna et le comité d'organisation chargé de l'enterrer: la première accuse le président du second d'avoir mis dans sa poche une partie de l'argent qui devait être consacré aux funérailles. Quand les gens de ce beau monde se volent mutuellement il n'y a certainement pas de quoi plaindre les victimes. Mais le journal qui a relaté l'affaire a mentionné que les funérailles avaient coûté la bagatelle de 56 millions et que là dessus, le président de la république a contribué pour 15 millions et le premier ministre pour 1 million. chacun d'entre eux avec l'argent public, comme de bien entendu.

56 millions, c'est à peu

près le salaire de 60 ouvriers pendant un an. Consacrer autant d'argent pour enterrer un cadavre fût-il auguste, que de faire vivre 60 familles ouvrières avec leurs enfants, est déjà le signe que cette société est bien pourrie. Mais non seulement il n'arrive jamais au président de la république ou au premier ministre de verser une contribution au salaire d'un seul ouvrier, mais c'est sur les ouvriers et sur les paysans qu'on prélève l'argent qui permet à Bédié ou à Duncan de participer aux frais d'enterrement de l'ex-roi Assiri Assoun Maurice de Bouna. Alors on ne sait pas au juste qui sont les plus voleurs dans cette histoire mais les volés, c'est sûr, c'est nous.

LES BOZOS CHASSES PAR LE GOUVERNEMENT DE CRAPULES

Les Bozos sont ces pêcheurs maliens qui sont venus s'installer en Côte d'Ivoire voici près de 40 ans. Beaucoup d'entre eux, parmi ceux qui sont nés ici, n'ont même jamais vu le

Mali.

Il y a lieu de rappeler que la population de la Côte d'Ivoire s'est justement constituée de cette façon: des

L E U R S O C I E T E

populations venues du Nord, de l'Est et de l'Ouest sont venues s'installer par vagues successives à différentes époques. Alors si on peut trouver des populations installées en Côte d'Ivoire après la sienne, on trouvera toujours celles qui se sont installées avant. Mais est-ce une raison de chasser les autres ? Et qui chassera qui ? A ce jeu, le pays se trouverait vidé de tous ses habitants. Alors, se laisser diviser en fonction de la date d'arrivée de telle ou telle partie de la population serait la pire des choses et nuisible pour tous, sauf pour les oppresseurs qui cherchent à nous diviser.

Ceux qui ont chassé ces pêcheurs bozos et qui ont même brûlé tous leurs campements avec au moins la complicité passive de l'administration, sont des criminels mais aussi, des inconscients. Car la violence ethniste dont ils ont usé peut

se retourner contre eux-mêmes. Quelle fraction de la population, quelle ethnie peut se considérer à l'abri et assurée de n'être jamais victime à son tour, ne serait-ce que par vengeance de ceux à qui elle a nui ?

On peut constater aujourd'hui que ces actions barbares ont même l'approbation du gouvernement, car c'est ce dernier qui se charge de parachever les méfaits des crapules qui ont brûlé le campement, en "*rapatriant*" les Bozos dans leur pays d'origine, c'est-à-dire, les chasser d'ici par la force.

Espérons pour toute la classe pauvre de ce pays que ces actes barbares dont ont été victimes les Bozos ne sont pas les premiers signes d'une vague de barbarie du même genre. Parce que les premières victimes ce seront les pauvres, "*ivoiriens*" au pas.

LE SYSTEME CAPITALISTE, UN SYSTEME BARBARE

Le quotidien "*Le jour*" daté du 25 août a réalisé un reportage dans la région de Bouaflé sur des "*esclaves maliens*".

On croirait lire un roman qui relate la vie du passé, d'avant la colonisation de l'Afrique par les européens.

Ces hommes, lit-on dans ce journal, viennent de Sikasso (Mali) et sont réduits à l'esclavage dans des plantations de maïs, de cacao ou de coton, dans la région de Bouaflé dans des conditions les plus atroces. Ainsi, 10 d'entre eux "*partagent tous une même case, barricadée le soir, et ouverte à coup de*

L E U R S O C I E T E

haché le jour. Environ 8 m², sans fenêtre... Il ne nous donne pas suffisamment à manger... Le travail est fatigant... J'ai essayé de m'enfuir... J'ai été rattrapé et ramené chez mon patron. Il m'a battu pendant deux jours. Et m'a privé de repas..."

L'employeur est le plus gros planteur de la localité: *"depuis dix ans que je les fais venir pour cultiver mon coton et mon maïs, aucun d'entre eux n'est mort. Comment peut-on dire que je les maltraite?"* Bien sûr

que non! Pas plus que la classe petite bourgeoise qui séquestre par dizaines de milliers ces petites filles de Bondoukou ou d'ailleurs, transformées en petites bonnes pour ne pas dire en esclaves! Et à un degré à peine différent, il n'en va pas différemment pour bien de travailleurs dans le secteur du bâtiment et dans bien d'usines de ce pays.

C'est que les riches considèrent la classe pauvre comme leur bétail, donc exploitable à merci.

DES FONCTIONNAIRES PAYES AU RABAIS

Environ 400 ex-agents temporaires de l'administration ont été reclassés en tant que fonctionnaires de l'Etat depuis 1995. Mais leur salaire n'a pas suivi leur nouveau statut, de sorte que ces fonctionnaires continuent encore aujourd'hui d'être rémunérés comme des auxiliaires.

Cet état de chose n'est bien sûr pas le fait d'un oubli. C'est ce que montre une note du ministre de la Fonction publique datant de 1996 et adressée à son collègue des Finances: *"après étude, il se trouve que cette opération entraînera une dépense*

budgétaire de l'ordre de cinq milliards de francs...". Ce ministre est ce même Atsain Achi. Il fait tellement bien son travail qu'il a été reconduit à sa fonction dans le nouveau gouvernement.

Voilà un exemple qui montre comment le gouvernement considère les employés de l'Etat. Il se comporte vis-à-vis de ses employés exactement de la même façon que les patrons du secteur privé.

Et ce n'est certainement pas d'un tel gouvernement que la classe pauvre doit attendre quoi que ce soit de bon.

L E U R S O C I E T E

ENTRE RICHES, CA SE COMPREND

Roger Abinader, c'est ce riche bourgeois industriel connu de beaucoup d'Ivoiriens, surtout de ses ouvriers qu'il considérait comme moins que son paillasson. C'est de l'exploitation de ses ouvriers que ce monsieur s'est enrichi.

Mais voilà qu'on apprend par les journaux que Bédié a pris en charge son évacuation en France pour se faire soigner de sa maladie, son hospitalisation dans la clinique la plus chère de France, et sa convalescence dans un des plus luxueux hôtels de Paris.

Où Bédié a pris cet argent, dans la caisse de l'Etat ou dans sa caisse personnelle? Là n'est pas vraiment le problème puisque dans tous les cas, cet argent n'est pas tombé du ciel mais est tout simplement le fruit de l'exploitation des travailleurs.

On fait payer d'un côté de plus en plus cher le moindre soin aux pauvres, dans des hôpitaux publics infects et de l'autre, des pourritures ont droit à des soins gratuits dans des cliniques les plus luxueuses de la planète. Voilà le monde dans lequel nous vivons.

NECESSITE D'UNE UNION DES TRAVAILLEURS FACE AUX ATTAQUES DES RICHES

Le patron d'AFORMA fait partie de ces riches qui considèrent que les travailleurs doivent se taire, travailler et se contenter de ce qu'on leur paie en disant "*merci patron*"! Malheureusement pour lui, les travailleurs de cette entreprise se sont organisés sur le plan syndical pour faire aboutir leurs revendications et sont affiliés à la centrale "Dignité". Le patron ne l'entendant pas de cette oreille, a mis au "*chômage technique*" tous les membres de ce syndicat, à commencer par son

Bureau. C'était en novembre 1997.

Les travailleurs ayant échappé à ce licenciement déguisé se sont réorganisés depuis ce temps et ont remis en place un nouveau Bureau syndical. Mais le patron non content vient encore une fois de remettre au "*chômage technique*" tous les membres du nouveau Bureau.

Criant leur ras-le-bol, les travailleurs de cette entreprise se sont mis en grève depuis le

L E U R S O C I E T E

10 août. Ils demandent la réintégration de tous leurs collègues.

De quel côté tranchera la justice? En grande partie, cela dépendra probablement de la détermination des travailleurs.

Mais cela dit, cette justice est dans le camp des riches. Les riches, forts de leur argent, ont les moyens pour faire tourner la loi en leur faveur. Déjà, lors de la première vague de "chômages

techniques" le patron s'est débrouillé avec l'huissier de justice pour qu'il ne mentionne pas le fait que les travailleurs mis au chômage technique étaient tous des membres du syndicat et même qu'il démente ce fait.

Ce qui est certain c'est que si les travailleurs sortent victorieux de cette lutte face à leur exploiteur -ce que nous souhaitons- ils ne le devront qu'à eux-mêmes, à leur propre détermination.

*

*

*

RDC :
LE REGIME DICTATORIAL DE KABILA
EST AUX ABOIS

Kabila n'a même pas eu le temps de fêter le deuxième anniversaire de son arrivée au pouvoir que son régime, aussi dictatorial que celui de Mobutu est déjà aux abois. Son armée constituée de près de 140 000 soldats s'est révélée incapable de venir à bout de quelques milliers d'hommes armés dirigés par quelques-uns de ses propres généraux. Ils sont arrivés à la porte de Kinshasa presque sans opposition significative de

l'armée de Kabila. Durant plusieurs jours la capitale de l'ex-Zaïre s'est trouvée sans eau ni électricité. Les soldats de Kabila dont les salaires ne sont pas versés depuis plusieurs mois étaient plus occupés à racketter la population qu'à défendre le régime. Ils ont agi exactement de la même manière que sous le régime de Mobutu. La plupart sentant que les jours de Kabila étaient comptés ont déserté les casernes pour

rejoindre le camp des "rebelles".

C'est finalement grâce à l'armée angolaise et, dans une moindre mesure, à celle du Zimbabwe et de la Namibie que Kabila a réussi à ce jour à se maintenir au pouvoir. Selon les dernières informations il semblerait que Kabila soit parvenu à l'aide de ses voisins à repousser les "rebelles" un peu plus loin de la capitale et que les combats se sont déplacés vers la région du Kivu, frontalière au Rwanda et à l'Ouganda.

Le gouvernement de Kabila a pris comme cible les populations congolaises d'origine tutsi, celles qu'il désigne comme des "étrangers rwandais". Plusieurs d'entre eux ont été abattus comme des chiens à Kinshasa et dans d'autres grandes villes du pays. La radio encourage la population à traquer ces soi-disant étrangers qui seraient responsables des difficultés actuelles du régime. La réalité est que Kabila cherche à "ethnicher" le conflit actuel pour tenter de rallier une partie de la population à son régime qui, en l'espace de quelques mois après avoir succédé à celui de Mobutu, est devenu très impopulaire.

Il n'y a en effet aucune différence entre les deux régimes, en ce qui concerne la vie quotidienne de la population pauvre de l'ex-Zaïre. Le nom du pays a changé, le gouvernement aussi mais tout le reste continue comme avant. La corruption, les détournements de fonds n'ont jamais cessé. La différence, c'est que ce ne sont plus tout à fait les mêmes qui en profitent. En quelques mois de pouvoir les nouveaux dirigeants se sont bâti des

fortunes en pillant les caisses de l'Etat. Mobutu avait mis à des postes-clés de son régime, dans l'armée comme dans les ministères importants, des gens de son clan voire de sa famille. Kabila en a fait de même. A la tête de l'armée il a mis son frère. Au ministère de l'économie, son beau-frère, tandis que le ministère de la défense c'est lui-même qui le dirige.

Tout ceci a fini par faire des jaloux y compris dans son propre camp, car il n'y a pas de place pour tout le monde dans les postes les plus lucratifs. C'est ainsi que des généraux qui l'avaient aidé à renverser Mobutu se retrouvent aujourd'hui parmi les dirigeants des "rebelles". Et si demain ces nouveaux rebelles arrivent au pouvoir ils continueront d'agir de la même manière, même s'ils disent aujourd'hui que ce qu'ils veulent c'est la "vraie démocratie" et qu'ils prétendent mener une lutte contre la corruption et la gabegie. Les dirigeants occidentaux n'ont pas jusqu'ici osé trop se mouiller dans ce conflit, en tout cas pas trop ouvertement tant ils ne voient pas eux-mêmes quelle en sera l'issue. Toujours est-il que Kabila a accusé la France de soutenir les rebelles. Chirac aurait reçu en "visite privée" un ou des dirigeants politiques opposés à Kabila. De son côté le ministre français des affaires étrangères avait déclaré que Kabila n'était pas un homme "apte" à diriger un pays. Les dirigeants de l'impérialisme français se préparent-ils à l'après-Kabila après avoir misé sur le régime agonisant du défunt Mobutu? Quoi qu'il en soit, les populations pauvres ne verront pas leur avenir changé par un simple changement de pouvoir.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservés aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches:

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.

- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective:

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.